

PARTI COMMUNISTE DE BELGIQUE

Avenue de Stalingrad, 29
1000 BRUXELLES

Bruxelles, le 20 septembre 1971

AUX MEMBRES DU COMITE CENTRAL

Cher(e) Camarade,

POUR RAPPEL

Le Comité Central se réunira les

SAMEDI 2 ET DIMANCHE 3 OCTOBRE PROCHAINS
=====

dans une salle (35e étage) de la Tour du Midi, Place Bara à
Bruxelles (tout près de la gare du Midi).

A l'ordre du jour :

- La campagne du Parti, les programmes politiques, les alliances et la propagande en vue des élections. (Rapporteur DRUMAUX).

La séance de samedi 2 octobre commencera à 15 heures
précises.

Bien fraternellement,

M. DRUMAUX

A. DE CONINCK.

23 septembre 1971

Au Comité fédéral de Huy
Av. des Fossés, 43
5200 HUY

Chers Camarades,

Le Secrétariat national a décidé de mettre à votre disposition le camarade René LONNOY, membre du Comité Central, comme permanent fédéral en remplacement du camarade Delcroix.

Le camarade Lonnoy, actuellement en Roumanie, n'a pu être informé de cette décision, qui lui sera communiquée dès son retour dans les jours prochains.

Etant depuis son entrée en fonction comme permanent rédacteur au D.R. où il a rendu les meilleurs services, le camarade Lonnoy a manifesté depuis plusieurs mois le désir que le Parti lui confie un nouveau secteur d'activités.

Le Secrétariat remercie le camarade Evelette et le félicite de s'être mis à la disposition de la fédération de Huy pour assurer la relève. Il prendra contact avec lui pour voir si d'autres possibilités pratiques existent de le faire entrer maintenant dans l'appareil permanent.

Bien fraternellement,

U. COUSSEMENT.

PARTI COMMUNISTE DE BELGIQUE

Avenue de Stalingrad 29
1000 BRUXELLES

Bruxelles, le 20 septembre 1971

AUX MEMBRES DU BUREAU POLITIQUE

Chers Camarades,

Le Bureau politique se réunira le

VENDREDI 24 SEPTEMBRE 1971 A 10 HEURES.

A l'ordre du jour :

- Préparation C.C. des 2 et 3/10/71.

Bien cordialement,

M. DRUMAUX

A. DE CONINCK.

Procès-verbal du Bureau politique du 24.9.71

Présents : De Coninck, Drumaux, Glineur, Renard, Turf, Van Geyt.

Excusés : Blume, Coussement, Debrouwere, Levaux, Dussart, Van den Branden.

- Déplacements à l'étranger

- Rappeler aux membres C.C. et B.P. qu'ils sont priés d'informer le Secrétariat national de leurs déplacements à l'étranger.
- Délégation en Roumanie : télégraphier pour demander le retour sans délai du maximum de camarades et en tous cas des camarades Lonnoy, Laurent, Calsijn et Dekimpe.

- Préparation C.C. des 2 - 3/10.

Axer la discussion sur :

- l'approfondissement des objectifs politiques
- les alliances en vue des élections (anticipées ou non).

I.- Objectifs :

- 1) d'action immédiate : pour revenus - emploi - fiscalité : préciser que faire pour arracher le maximum au Gouvernement avant les élections, quelle que soit leur date.

- revalorisation fonction publique
- réforme au moins provisoire de l'index
- exécution d'engagements pris par le gouvernement.
 - : droits accrus par les conseils d'entreprise (décision de la Conférence économique et sociale)

: l'enregistrement comptable (Loi Cools)

- dépôt du budget général qui permettrait de voir comment le gouvernement compte sortir de l'impasse budgétaire.

- problèmes institutionnels : Loi régionale.

- Mais le problème fondamental est de passer au stade de l'action efficace, de transposer notre programme en action et d'apparaître comme les initiateurs de la lutte.

- En cas d'élections anticipées

- dénoncer la fuite du gouvernement
- rechercher les mots d'ordre permettant d'exploiter le mécontentement de la façon la plus percutante - être les interprètes de la désapprobation de la population.

- ne pas mener une campagne de soc.-démocr. de gauche mais l'axer sur le développement de luttes au cours de la campagne électorale :

- Services publics
- actions dans les grandes entreprises en direction du gouvernement : fixer les délais pour la réalisation des revendications et à défaut passer à l'action

- élargir l'action en faisant en sorte que les "1000 volontaires" agissent dans le même sens, vers les mêmes objectifs.

- 2) Objectifs d'un programme plus général : valables même après les élections et groupés sous le slogan "Mieux vivre, c'est possible"

a) objectifs de caractère général et politique qui cependant ne mettent pas les structures capitalistes en cause, notamment : Enseignement - santé - investissements créateurs d'emplois;

- b) objectifs susceptibles d'atteindre les pouvoirs de décisions :

- contrôle ouvrier
- contrôle populaire sur l'armature de l'état capitaliste : institutions publiques, Parlement ..., Partis ..., syndicats ...
- à soutenir par des campagnes de propagande.

.../..

II. Alliances

- Distinction entre alliances tactiques immédiates et alliances politiques à long terme.
- Base des alliances : différenciation entre gauche et droite.
 - PSB : dans l'immédiat pas d'alliance à prévoir avec le parti comme tel - n'implique pas l'inexistence d'une gauche socialiste ni la possibilité d'avoir localement avec des socialistes des contacts susceptibles de faire mûrir les problèmes
 - : nécessité de convaincre encore des camarades du Parti de l'erreur de considérer, actuellement, l'alliance avec le PSB comme privilégiée.
 - Syndicats (FGTB et CSC) : dans les conditions actuelles, un front politique se transformant en front électoral soutenu par les syndicats n'est pas concevable
 - : le rôle politique des syndicats est lié à leur indépendance à l'égard des partis politiques.
 - La gauche socialiste (dans FGTB et PSB), pour pouvoir se libérer a besoin de succès remportés sur sa gauche, malgré elle. La gauche FGTB est "potentielle".
- Partis régionalistes : une entente solide avec ces partis passe par une rupture de leur part avec toute politique faisant le jeu des partis traditionnels.
 - FDF - Rassemblement wallon : d'une manière générale, compte tenu de l'évolution de son orientation, l'alliance n'est pas à envisager. Le critère de modification de ce point de vue réside dans la rupture claire avec Perin. La situation particulière de Charleroi devra être rediscutée sur la base de faits concrets.
 - A Bruxelles : pas d'alliance à envisager avec un FDF allié au PLP - possibilité de rechercher des individus qui sont en désaccord avec leur parti.
- Listes d'union : possible et à rechercher avec des individus ou des groupes (tant socialistes que chrétiens) qui rompent avec leurs partis
 - : essayer sur le plan électoral, de faire des alliances durables et non des cartels éphémères ou des alliances sans principes (voir programmes).
- En cas de chute prochaine du Gouvernement, il serait prématuré d'envisager des listes d'alliance - dépôt de listes P.C.
- Moulin : faire une démarche personnelle avant l'adoption d'autres mesures.

=====

Procès-verbal B.P. extraordinaire du 26.9.71

Présents : Coussement, Drumaux, Glineur, Levaux, Renard, Turf, Van Geyt.

Excusés : Blume, Debrouwere, Dussart, De Coninck, Van den Branden.

- La campagne en vue des élections du 7.11.71.

- Arguments politique fondamentaux : voir résolution adoptée en finale des discussions.
 - démystifier l'opération "vérité" d'Eyskens dont le but réel est d'obtenir des pleins pouvoirs pour mener une politique d'austérité pour limiter les revendications économiques et sociales des travailleurs et se soustraire à l'organisation des pouvoirs réels aux régions
 - arriver à faire s'exprimer une opposition nette et aussi large que possible à la politique du gouvernement
 - au cours de la campagne, démontrer le pseudo-démocratisme de la manœuvre de la "consultation" démocratique
 - expliquer le vote par P.C. - pour créer les conditions de constitution ultérieure d'un front des gauches
 - faire en sorte que les travailleurs puissent se rendre compte que c'est le Parti qui est à la tête du mouvement d'action revendicative au cours de la période électorale, surtout dans les secteurs Services publics - emploi - salaires.

- Constitution des listes

Demander aux secrétaires fédéraux de convoquer cette semaine les C.F. pour l'élaboration de leur campagne et de leurs projets de listes de candidats : Chambre - Sénat - province.
Listes à communiquer au B.P. pour vendredi 1/10 - ratification de ces listes au C.C. des 2 - 3/10.

- Responsable de la centralisation et du contrôle des opérations électorales (parrainage - dépôt listes) : A. De Coninck.
Tâcher de se procurer dès maintenant les documents officiels pour ces opérations (par Coussement).
- Glineur chargé de voir avec R. Noël comment obtenir la signature de 5 sénateurs pour le numéro national de la liste.
- Décentralisation cadres centraux : à examiner au prochain Secrétariat - prévoir un adjoint à la propagande centrale.
 - Mettre Van Borm à la disposition du Brabant à l'exclusion d'autres activités.
- Propagande : à revoir au Secrétariat (selon le budget qui n'a pu encore être discuté)
 - concentrer les efforts de propagande sur les trois provinces où on a des députés avec priorité dans ces provinces pour les arrondissements "forts" c'est-à-dire : province Hainaut : Mons et Charleroi
 - " Liège : Liège
 - " Brabant : Bruxelles (19 communes)ajouter en Flandre, 3 arrondissements (Anvers, Gand, Alost et priorité pour Anvers).
- Propositions d'édition de matériel central :
 - A) 2 tracts
 - 1) Arguments du B.P. et C.C. - à sortir le plus rapidement possible à faire distribuer toutes boîtes dans les arrondissements prioritaires et par les soins du parti ailleurs.

.../..

prévoir une quantité supplémentaire pour la diffusion dans les entreprises des arrondissements prioritaires.

2) avec le n° de la liste - thèmes de propagande plus page régionale pour les provinces prioritaires - également toutes boîtes.

B) Affiches : 1) Affiche si possible illustrant le thème de la campagne
2) petites affichettes avec slogans particuliers : pensions
chômage
3) les numéros.

- Radio - T.V. : s'informer des possibilités.

- Manifestations : supprimer la manifestation du 28/11 (50e Anniversaire)
- : maintenir celle des jeunes du 30/10.

Finances

Fonds de combat spécial : modalités à revoir au Secrétariat.

1990 1991 1992 1993 1994 1995 1996 1997 1998 1999 2000 2001 2002 2003 2004 2005 2006 2007 2008 2009 2010 2011 2012 2013 2014 2015 2016 2017 2018 2019 2020 2021 2022 2023 2024 2025 2026 2027 2028 2029 2030 2031 2032 2033 2034 2035 2036 2037 2038 2039 2040 2041 2042 2043 2044 2045 2046 2047 2048 2049 2050 2051 2052 2053 2054 2055 2056 2057 2058 2059 2060 2061 2062 2063 2064 2065 2066 2067 2068 2069 2070 2071 2072 2073 2074 2075 2076 2077 2078 2079 2080 2081 2082 2083 2084 2085 2086 2087 2088 2089 2090 2091 2092 2093 2094 2095 2096 2097 2098 2099 2100 2101 2102 2103 2104 2105 2106 2107 2108 2109 2110 2111 2112 2113 2114 2115 2116 2117 2118 2119 2120 2121 2122 2123 2124 2125 2126 2127 2128 2129 2130 2131 2132 2133 2134 2135 2136 2137 2138 2139 2140 2141 2142 2143 2144 2145 2146 2147 2148 2149 2150 2151 2152 2153 2154 2155 2156 2157 2158 2159 2160 2161 2162 2163 2164 2165 2166 2167 2168 2169 2170 2171 2172 2173 2174 2175 2176 2177 2178 2179 2180 2181 2182 2183 2184 2185 2186 2187 2188 2189 2190 2191 2192 2193 2194 2195 2196 2197 2198 2199 2200 2201 2202 2203 2204 2205 2206 2207 2208 2209 2210 2211 2212 2213 2214 2215 2216 2217 2218 2219 2220 2221 2222 2223 2224 2225 2226 2227 2228 2229 2230 2231 2232 2233 2234 2235 2236 2237 2238 2239 2240 2241 2242 2243 2244 2245 2246 2247 2248 2249 2250 2251 2252 2253 2254 2255 2256 2257 2258 2259 2260 2261 2262 2263 2264 2265 2266 2267 2268 2269 2270 2271 2272 2273 2274 2275 2276 2277 2278 2279 2280 2281 2282 2283 2284 2285 2286 2287 2288 2289 2290 2291 2292 2293 2294 2295 2296 2297 2298 2299 2300 2301 2302 2303 2304 2305 2306 2307 2308 2309 2310 2311 2312 2313 2314 2315 2316 2317 2318 2319 2320 2321 2322 2323 2324 2325 2326 2327 2328 2329 2330 2331 2332 2333 2334 2335 2336 2337 2338 2339 2340 2341 2342 2343 2344 2345 2346 2347 2348 2349 2350 2351 2352 2353 2354 2355 2356 2357 2358 2359 2360 2361 2362 2363 2364 2365 2366 2367 2368 2369 2370 2371 2372 2373 2374 2375 2376 2377 2378 2379 2380 2381 2382 2383 2384 2385 2386 2387 2388 2389 2390 2391 2392 2393 2394 2395 2396 2397 2398 2399 2400 2401 2402 2403 2404 2405 2406 2407 2408 2409 2410 2411 2412 2413 2414 2415 2416 2417 2418 2419 2420 2421 2422 2423 2424 2425 2426 2427 2428 2429 2430 2431 2432 2433 2434 2435 2436 2437 2438 2439 2440 2441 2442 2443 2444 2445 2446 2447 2448 2449 2450 2451 2452 2453 2454 2455 2456 2457 2458 2459 2460 2461 2462 2463 2464 2465 2466 2467 2468 2469 2470 2471 2472 2473 2474 2475 2476 2477 2478 2479 2480 2481 2482 2483 2484 2485 2486 2487 2488 2489 2490 2491 2492 2493 2494 2495 2496 2497 2498 2499 2500 2501 2502 2503 2504 2505 2506 2507 2508 2509 2510 2511 2512 2513 2514 2515 2516 2517 2518 2519 2520 2521 2522 2523 2524 2525 2526 2527 2528 2529 2530 2531 2532 2533 2534 2535 2536 2537 2538 2539 2540 2541 2542 2543 2544 2545 2546 2547 2548 2549 2550 2551 2552 2553 2554 2555 2556 2557 2558 2559 2560 2561 2562 2563 2564 2565 2566 2567 2568 2569 2570 2571 2572 2573 2574 2575 2576 2577 2578 2579 2580 2581 2582 2583 2584 2585 2586 2587 2588 2589 2590 2591 2592 2593 2594 2595 2596 2597 2598 2599 2600 2601 2602 2603 2604 2605 2606 2607 2608 2609 2610 2611 2612 2613 2614 2615 2616 2617 2618 2619 2620 2621 2622 2623 2624 2625 2626 2627 2628 2629 2630 2631 2632 2633 2634 2635 2636 2637 2638 2639 2640 2641 2642 2643 2644 2645 2646 2647 2648 2649 2650 2651 2652 2653 2654 2655 2656 2657 2658 2659 2660 2661 2662 2663 2664 2665 2666 2667 2668 2669 2670 2671 2672 2673 2674 2675 2676 2677 2678 2679 2680 2681 2682 2683 2684 2685 2686 2687 2688 2689 2690 2691 2692 2693 2694 2695 2696 2697 2698 2699 2700 2701 2702 2703 2704 2705 2706 2707 2708 2709 2710 2711 2712 2713 2714 2715 2716 2717 2718 2719 2720 2721 2722 2723 2724 2725 2726 2727 2728 2729 2730 2731 2732 2733 2734 2735 2736 2737 2738 2739 2740 2741 2742 2743 2744 2745 2746 2747 2748 2749 2750 2751 2752 2753 2754 2755 2756 2757 2758 2759 2760 2761 2762 2763 2764 2765 2766 2767 2768 2769 2770 2771 2772 2773 2774 2775 2776 2777 2778 2779 2780 2781 2782 2783 2784 2785 2786 2787 2788 2789 2790 2791 2792 2793 2794 2795 2796 2797 2798 2799 2800 2801 2802 2803 2804 2805 2806 2807 2808

Alert

Il faut les empêcher
de nuire

Dissolution des Chambres - Elections :

- Elaboration des arguments fondamentaux.
- Lancer la fabrication des listes.
- Propagande - achris en vous.

Dissemble les
son change, mais
renonce, reconquie
son mieux reconquie
son aux nouvelles formes
d'acier pour repaître
l'espérance
l'espérance
l'espérance

On veut changer pour
justifier l'ami la m. chose

Rein ~~das~~ program
questões precisas.

~~Il~~ on veut vous faire
voter les yeux bandés

4. Arguments politiques :

Arg. got

signe recel economie. & change
 incorp. chmas p.e. electoral pologne
 risque permis + en + fort pas possible tenir engagements
 programmation sence public. poursuivre.
 programme new economie econ. et sociale.
 Veuiller consulter le pays.

Reversu' const.

Avantages sociaux pour + de ch.

Relance region en route

Reland regim.
Pipes inbstant T. fall.

pas mytils nouveaux.

DH

PSe. PFB 15 milliards inject. nouveau.

PSB voula perdre sous remfertari Cebrenu faturu a' Bx.

Wall.

Satisfecit au p^o.
Desamnee publ. communautaires.

Desaunee prob: common

N.E

For. réun. 80 2 sur la base cet acquies raison redonne, nouv. bail
24 107 quotes - facts culturel -

Libro

Subsiste Town - ~~est~~ art 107 quates - facto cultud -
fregi carnei cult - globalisari reclamei per ~~est~~ Pse.

frege comete aus
aus der Kasse

Rappel

Approuve dissolution. - fait du régime
Aucun autre compromis que p^r actuel n'est possible.

Artemis and ...
... to coalition dissolution referendum.

Sori

Est parveum à introduci Pacte constitutiv de solutiv + rēfēndūm.
Le p^r + adēu n' en Watvū.

Le g^r. s'adresse à la Watani.

Les Parts

PSB. Résultat: Bureau PSB - Les engagements doivent être honorés.
- Occasion pour le rap. populaire.
Leberton. La cause c'est la crise monétaire.

Leburton. La cause c'en la crise monétaire.

PLP wallen. Jeune homme - capitulation - pas rendu compte gr.
~~Il~~ Il est un peu cupide budgétaire.

PLP willing. June - ~~22~~ Is our firm competitive budgetwise.

FDF - RW Devraism - Periode. Referendum camouflage.
Peru. CUP a d'ye les socialites

Peru. CVP a dugué les socialistas

BP du dimanche.

Utilisation des cadres

Décomander commémoratif 50^e anniversaire Paris:

Le n^o national

(4 pgs)

An. fort.

Bruxelles capitale

Liege

Charleroi

Borinage

Centre

Tournai.

Liège.

Arves

Alost

Sand.

2 tracts nationaux.

Fonds Combat:

Proposition centrale

- 1) Tract national - toutes brtes de l'arrondissement ~~frontalier~~ ^{le reste par militaires} ~~frontalier~~ H^o - Liège - Ba. } province frontalière. et arr. provinciaux.
- 2) Tract national - toutes brtes provinces limitrophes. } tout le pays frontiers ou en linte.

H ^o - Liège
Brabant.
3 arr. provinciaux
Anvers, Fland. - Alost.

- 1) arrondissement provinciaux - Liège - Huy Waremme - Liège.
~~Charleroi~~ Hainaut
~~Fl. -~~ 19 communes + B.W.
 arr. Anvers

307 000 -
 430 000
 725 000
 250 000
 1 412 000

10 ct distribution pondée.

distribution nouvelle.

- 2). Les nouveaux + Fland. - Alost. Bouvion - Hal, Vilvoorde

Liège. 307 000
 H^o. 430 000
 Rou. 725 000
 Anv. 250 000
 Alost
 Fland

De Brouwer - Ciliaue Brabant → Anvers
 Tulp - Schepers → Gand

Staf central De Coninck - B. Baligand - D. Wagemans - A. Laurent - F. Hauquet
 Blume - D. Debaux (péjorative)

Drumaux → Borinage -

Dechateau → B. Wallon -

[Country → Centre -

Sec. parlementaire ?

Comoy → Huy

Freney - Klutz - Liège

(Partis - Namur)

Free - Thun.

Courmeur. (Reuand) - Tournai

Van Born - N. Brabant

V. Jeyt - Bruxelles - June -

O. Anbl. (Nertens)

~~Ganneux - Bru~~

Chimbleux - Jeneux

De Mol (Deudie)

Freney - Liège -
 Partis - Namur -

HR. Ro Leum - Wudelhol - Germaine -
 Jeye. Cheux. a' pleu -
 Choit Richaux.

1. Frece . regler avant son départ lui-même | Si ça rate
 2. Delavri → licenciement son ~~le~~ champ. | contras à l'essai
jeune de Paris.

3. Evelette → Conroy - R. Jilot
 5. Voir Informations (Reynaud)
 4. Ty . km essai Handy

Chaulerri von reunité plus d'un

5. Anne Lauwers -

6. Willy Richoux

7. Liepi . Levaux - Bergen - (1) - Dombard 1/2 - Dactylo 1/2 - Davaux 1/2
plus

COMMUNIQUE

Le gouvernement P.S.C.-P.S.B., s'arrogeant en fait les pleins pouvoirs, a dissous prématurément les Chambres et précipité les élections législatives.

Le Bureau politique du Parti communiste met les travailleurs en garde contre les buts poursuivis par les partis au pouvoir.

Il y a dissolution parce que ces partis veulent avoir les mains libres pour appliquer après les élections les mesures réactionnaires et impopulaires qu'ils préparent déjà en sous-main.

Inquiets, comme l'a reconnu M. Eyskens, des effets de la crise du dollar (dégradation de la situation économique, développement du chômage), les partis au pouvoir ont l'intention de mettre en oeuvre une politique d'austérité qui se traduirait par une nouvelle compression du pouvoir d'achat des travailleurs et de nouvelles charges fiscales à leurs dépens. Les partis au pouvoir entendent ainsi échapper à l'obligation de faire adopter la loi régionale avant les élections, de manière à refuser plus facilement aux régions les pouvoirs réels qu'elles réclament en matières économique, politique, sociale et culturelle.

Tel est l'enjeu du scrutin du 7 novembre. Il faut que les travailleurs en soient conscients et agissent en conséquence. Comment ?

- Sur le plan social, les travailleurs des secteurs privé et public ont intérêt à engager la lutte pour obtenir le maximum dans les délais les plus brefs, car leurs succès revendicatifs immédiats rendraient plus difficile l'application du plan gouvernemental;

- C'est en votant communiste le 7 novembre que les travailleurs riposteront le plus efficacement, sur le plan politique, aux truqueurs du P.S.C. et du P.S.B. qui cherchent à les attirer dans un piège.

Les travailleurs ont besoin, dans la situation actuelle, d'exprimer un vote d'opposition clair et radical qui servira d'avertissement aux politiciens du grand capital.

SSS

Le Comité central du Parti communiste de Belgique est convoqué pour les 2 et 3 octobre prochains.

Le Bureau politique du P.C.B.

Bruxelles, le 26 septembre 1971.

Communiqué du Bureau politique du Parti communiste de Belgique

Le Parti communiste confirme sa présence aux premières discussions pour l'élaboration du pacte culturel. Il fera connaître demain la portée de sa participation à ces discussions dans les circonstances actuelles.

Le Bureau politique du
Parti Communiste de Belgique.

Bruxelles, le 29 septembre 1971.

Déclaration du Bureau Politique du P.C.B. préalable
à la réunion du 30 septembre 1971 convoquée pour
négocier la conclusion d'un pacte culturel.

Le Parti communiste confirme que malgré les circonstances actuelles, il a accepté de prendre part aux discussions en vue de l'élaboration d'un pacte culturel.

Il n'est pas à la remorque d'aucun parti et n'a aucune raison de s'aligner sur d'autres formations politiques.

Il estime qu'il n'y a pas lieu de donner au Gouvernement et aux partis de la majorité sortante le prétexte facile de l'absence d'interlocuteurs de l'opposition, pour leur permettre de se soustraire une fois encore à leurs responsabilités.

Il a donc jugé inopportun de se porter absent.

Le Parti communiste rappelle que c'est pour aboutir à la suppression des privilèges qui par trop longtemps n'ont favorisé que les courants idéologiques, philosophiques et politiques représentatifs des milieux au pouvoir qu'il a accepté de prendre part aux discussions.

Il souligne que, selon lui, un pacte culturel doit corriger les lacunes et inégalités qui ont jusqu'à présent marqué le fonctionnement des institutions culturelles et d'information.

Il importe d'assurer au sein de celles-ci, la participation systématique et sur un pied d'égalité des différents courants idéologiques, philosophiques et politiques, y compris la pensée marxiste qui jusqu'ici a été fort mal traitée.

Cette participation doit, pour les institutions publiques, s'étendre aux organismes de gestion et de contrôle. Elle implique, pour les institutions privées, un soutien effectif des pouvoirs publics en faveur des courants d'opinion disposant de moyens limités sans que le critère du subside soit basé sur le nombre d'adhérents.

Le Parti communiste estime que la période de campagne électorale qui s'ouvre est particulièrement propice pour donner aux principes exprimés par les promoteurs du pacte, un début d'application valable.

.../..

.../..

Il saisira l'occasion de la réunion convoquée pour ce jeudi 30 septembre 1971, pour demander au Gouvernement et aux partis de la majorité sortante quelle suite ils entendent réserver aux propositions que le président du Parti Communiste, Marc DRUMAUX, a soumises à l'attention du Premier Ministre et du Vice-Premier Ministre par lettre du 27 septembre dernier.

La réalisation de ces propositions permettrait dès maintenant à la campagne électorale de se dérouler dans un climat nouveau et constituerait un indice sérieux de la volonté réelle d'un changement démocratique.

=====

Verklaring van het Politiek Bureau van de K.P.B.
voor de vergadering van 30 september 1971, bijeen-
geroepen ter bespreking van een cultuurpakt.

De Kommunistische Partij bevestigt dat zij, in weerwil van de huidige omstandigheden, aanvaard heeft om deel te nemen aan de besprekingen ter uitwerking van een cultuurpakt.

Zij laat zich door niemand op sleeptouw nemen, en wenst haar houding geenszins af te stemmen op deze van om het even welke andere partij.

Zij is van oordeel dat er geen reden bestaat om aan de Regering en aan de uittredende meerderheidspartijen een gemakkelijk voorwendsel te bieden, door het wegblijven van vertegenwoordigers van de oppositie, om zich eens te meer te onttrekken aan hun verantwoordelijkheden.

Zij heeft dan ook geoordeeld dat zij diende present te zijn.

De Kommunistische Partij herinnert er aan, dat wanneer zij aanvaard heeft om deel te nemen aan de besprekingen, zulks was om de afschaffing na te streven van de bevoorrechte positie, waarvan de ideologische, filosofische en politieke stromingen die het meest verwant zijn aan de bewindvoerende kringen reeds al te lang genieten.

Volgens haar dient een cultuurpakt de leemten en ongelijkheden goed te maken welke totnogtoe de werking hebben gekenmerkt van de kulturele- en voorlichtingsinstellingen.

Het komt er op aan systematisch de deelname op gelijke voet in de schoot van deze instellingen te verzekeren, van de verschillende ideologische, filosofische en politieke stromingen - inbegrepen het marxisme dat totnogtoe sterk benadeeld werd.

Wat de openbare instellingen betreft, dient deze deelname zich uit te strekken tot de beheers- en controle-organen. Wat betreft de private instellingen vereist zij een daadwerkelijke steun vanwege de openbare machten ten voordele van de ideeënstromingen welke over beperkte middelen beschikken - zonder dat hierbij het aantal voorstanders als maatstaf mag dienen voor de te begeven subsidies.

De Kommunistische Partij is van oordeel dat de huidige verkiezingscampagne een opportune gelegenheid biedt om een begin van toepassing te geven aan de beginselen onderschreven door de promotors van het cultuurpakt.

.../..

Zij zal de bijeenkomst van heden, donderdag 30 september 1971, te baat nemen om aan de Regering en aan de partijen van de uittredende meerderheid te vragen welk gevolg zij denken te geven aan de voorstellen die de voorzitter van de Kommunistische Partij, Marc DRUMAUX, per brief van 27 september jl. heeft voorgelegd aan de Eerste Minister en aan de Vice-Premier.

Het verwezenlijken van deze voorstellen zou van nu af toelaten dat de verkiezingskampanje zich zou afspelen in een nieuw klimaat; het zou tevens een ernstig teken zijn van het bestaan van de wil om de democratie meer reële inhoud te geven.

=====

DE RODE VAAN

=====

VOLKSABONNEMENTEN						POSTABONNEMENTEN 3 MAAND				
	<i>Basiscijfer 1^e trimester</i>	<i>2^e trimester tot eind juni</i>	<i>Vershil</i>	<i>3^e trimester tot eind september</i>	<i>Vershil</i>	<i>Basiscijfer 1^e trimester</i>	<i>2^e trimester tot eind juni</i>	<i>Vershil</i>	<i>3^e trimester tot eind september</i>	<i>Vershil</i>
ANTWERPEN	258	252	- 6	242	-16	75	74	- 1	71	- 4
BRUGGE	22	23	+ 1	23	+ 1	7	5	- 2	5	- 2
OOSTENDE	17	18	+ 1	18	+ 1	14	14	—	15	+ 1
ROESELARE	4	3	- 1	3	- 1	0	0	—	0	—
DENDER	239	231	- 8	218	-21	58	61	+ 3	74	+16
GENT	210	203	- 7	214	+ 4	58	61	+ 3	63	+ 3
KORTRIJK	90	90	—	86	- 4	17	17	—	23	+ 6
MECHELEN	31	31	—	31	—	14	12	- 2	13	- 1
LIMBURG	7	7	—	7	—	62	59	- 3	72	+10
N-BRABANT	40	35	- 5	32	- 8	18	19	+ 1	20	+ 2
POSTABONNEMENTEN 6 MAAND						POSTABONNEMENTEN 12 MAAND				
ANTWERPEN	16	18	+ 2	15	- 1	92	104	+12	111	+19
BRUGGE	1	2	+ 1	1	—	15	16	+ 1	16	+ 1
OOSTENDE	5	6	+ 1	8	+ 3	20	21	+ 1	21	+ 1
ROESELARE	0	0	—	0	—	1	1	—	1	—
DENDER	7	7	—	9	+ 2	28	28	—	28	—
GENT	4	5	+ 1	11	+ 7	44	46	+ 2	51	+ 7
KORTRIJK	3	3	—	8	+ 5	17	17	—	17	—
MECHELEN	3	4	+ 1	3	—	13	15	+ 2	15	+ 2
LIMBURG	3	6	+ 3	2	- 1	13	12	- 1	13	—
N-BRABANT	7	7	—	8	+ 1	22	22	—	22	—

October 1971

BP19-1971-10

PB

19

Procès-verbal Bureau politique du 1.10.71

Présents : Coussement, Debrouwere, De Coninck, Drumaux, Dussart, Glineur, Levaux, Renard, Turf, Van Geyt.

Excusés : Blume, Van den Branden.

Campagne électorale

Listes de candidats

- Listes de Rassemblement : la formule la meilleure, dans les circonstances actuelles, c'est d'accueillir les progressistes sur une liste P.C. et de leur faire faire une déclaration expliquant leurs raisons d'adhésion - déclaration d'indépendance mais d'adhésion à un programme commun.
- Malines : la proposition De Vliegheer de participer à une liste de Rassemblement contre les partis traditionnels est conditionnée par l'accord sur l'appareil de la liste à celle du P.C. d'Anvers.
- Anvers : la constitution d'une éventuelle liste progressiste dépend de leur apport réel à Anvers et de leur accord pour que le candidat tête de liste soit le candidat P.C.
Pour Anvers, il vaudrait mieux s'en tenir au principe général formulé plus haut.
Les membres du C.C. d'Anvers suivront le cours des négociations.
- Courtrai : la proposition de liste de Rassemblement surtout avec des syndicalistes paraît plus solide. Turf suivra l'affaire.
- Liège : provinciales : canton Fléron Louveigné
accord pour que le 1er candidat soit l'ex-conseiller provincial R.W.
- Arrondissement Mons-Soignies : Sénat :
proposer : 1er suppléant : M. Drumaux
2e " : U. Coussement
- Charleroi : province :
demander à Magis de confirmer son accord de se libérer de l'enseignement si se posait le problème d'un député permanent dans le Hainaut.
- Thudinie : - Chambre 1er suppléant : proposer M. Couteau et obtenir l'accord de Grimart sur sa démission éventuelle si Couteau n'était pas élu.
Pour discuter de la proposition du C.F. au sujet de W. Frère :
 - Réunion des membres du B.P. du Hainaut : samedi 2/10 à 13 h. - Tour du Midi
 - convoquer une délégation du C.F. pour 14 h. (même endroit).
- D.R. pendant la campagne électorale
 - Publications spéciales du Fonds de combat : à examiner à l'aile wallonne - suggérer remplacer une page ordinaire - per ex. sports - par celle du Fonds de combat.
 - Rédaction : les rédacteurs décentralisés maintiennent une certaine collaboration au journal (au moins 1 jour par semaine).
 - Décentralisation des cadres :
Liège : prévoir Tholet au lieu de Klutz.
 - Opérations électorales
 - faire désigner par province (surtout Hainaut - Liège et Brabant) un camarade responsable
 - par arrondissement : idem
 - communiquer aux fédérations la date (18 octobre) de déclaration de rattachement des listes provinciales à celles de la Chambre et

- Sénat et attirer leur attention de faire signer cette déclaration en même temps que les autres, par certains candidats
- envoyer, si possible, à chaque fédération le Moniteur du 30 septembre.
 - Obtention d'un n° national pour les listes
Responsable Van Geyt - suppléant Glineur mais tous les membres du B.P. y coopèrent.
 - C.C. des 2 et 3/10/71
 - Samedi 2/10 : Assemblée plénière : Présidence : Glineur
: Rapporteur : Drumaux
Ailes : flam. : rapporteur : De Coninck (y compris discussion candidatures)
franç. : idem : Levaux.
 - Dimanche 3/10 : assemblée plénière : Présidence De Coninck
Objet : ratification candidatures
: Résolution finale (rédacteur projet : Renard)
 - Orientation du rapport : - accord sur exposé Drumaux
- préciser dans le programme, des objectifs d'action :
 - problèmes sociaux : - pensions : 90.000 Fr.
- chômage: 320 Fr = le plancher plus une allocation complémentaire à charge des patrons.
- salaires : cf ACEC + 10 %
- emploi : pour des conventions garantissant l'emploi à l'usine.
 - Préciser l'importance de la bataille pour l'indépendance syndicale et pas de soumission, par les syndicats, à la propagande électorale du PSB.
 - Bataille à mener pendant la campagne électorale
 - Distribution tract pour les points "choc" : contrôler par membres B.P. décentralisés.
: en cas d'insuffisance de tracts, faire reproduire par les fédérations.
 - Anvers : réparateurs de navires - et si possible Boel (bien que pour cette entreprise Anvers demande l'intervention de St-Nicolas - à surveiller par J. Debrouwere.
 - Charleroi : ACEC - Hainaut-Sambre - Caterpillar.
 - Bruxelles : dans les gares pour les Ministères; - Bruxelles X : Postes;
- Enseignement (réunir le noyau actif de militants)
 - Liège :
 - Gand :
 - La mobilisation des services publics sera discutée à la réunion de la Commission convoquée par Van Geyt pour dimanche 3/10 à midi.
 - Propagande : indépendamment de la grande affiche
 - 6 affichettes : Impôts : moins 30 % pour les revenus inférieurs à 300.000 Fr
 - : Pensions : 90.000 Fr. minimum pour tous,
 - : Chômage : 320 Fr. minimum par jour - non au projet Major.
 - : Flandre - Wallonie : Pouvoirs réels
 - Bruxelles élaborera son propre texte.
 - : Sécurité d'emploi et contrôle ouvrier
 - : Défendre le pouvoir d'achat

Le problème de la pollution sera repris par les fédérations.
 - Examen communiqué belgo-roumain
à reporter.

CE des 2 et 3 octobre 1971

Rapport Dumaux

La crise révèle de nouv. aspects des difficultés de la bourgeoisie.
Ralentissement activités économiques et chômage, alors que la hausse des prix continue.

Troubles monétaires sans précédent.
Problèmes à régler. Pouvoir public - sec. sociaux - travail - emploi - santé - pollution - communes et provinces et...

Le gov. a dû tenir compte d'un certain nombre d'exigences, mais concrètement n'a rien réglé.
La TVA n'a pas rapporté suffisamment → à trouver des moyens supplémentaires.

Pourtant, la TVA coûte + cher à la population. La taxe est neutre, pas pour tous le monde.
Il faut aller pour résister aux tentatives d'accroître le fardeau.

Les institutions - on tente de s'échapper aux pouvoirs régionaux (70 & quotas) et pour longtemps.
Les institutions ^{des institutions} sont moins frappées que les autres - des les des parts régionales

Les difficultés de la bourgeoisie ^{des institutions} sont moins frappées que les autres - des les des parts régionales
restent insurmontables pour le pouvoir comme d'habitude, mais le rôle principal ne leur revient pas.
Il y a un retour à l'unitarisme par et simple.

Que pensent les travailleurs de la situation - l'angoisse entre l'impasse du revenu et emploi, et espoir
que les parts au pouvoir pourront surmonter les difficultés.

Il faut que nous admettions à l'ont de l'ambiguïté actuelle.

Le maintien du gov. a pour but d'obtenir un vote favorable pour continuer l'alliance actuelle, et résoudre
sans la contestation parlementaire (la convention avec les forces fédérales, arrêtés d'ajour ou d'interd.) : affaiblir les
forces qui s'opposent à la politique gouvernementale sur le plan concret.

Les parts de la majorité ont perdu un peu aux travailleurs et au pays -
Faut accepter aujourd'hui les conséquences d'une mauvaise politique car les pouvoirs considérés comme inévitable.

Les parts ont pour cela + que jamais besoin du PdB (défense de la lutte syndicale - briser l'alliance
politique de gauche, abandon politique - couvrir les
mouvements auto-populaires ou tenir tête aux travailleurs)

Autre PdB plus fort et uni - § 19 pour quoi faire ?
1) garder les mains libres pour continuer alliance post. élect. (unitarisme)
2) continuer l'alliance actuelle pour longtemps.

Que devons-nous dire aux travailleurs de ces conditions.

Non pas ne voter pas pour tout cela, voter pour nous.

1) Se ne s'agit pas seulement de votes mais réactions et combats maintenant.
Organiser la résistance contre chômage, pour le revenu garanti (il faut s'engager des luttes réelles,
y intervenir, organiser les revenus, les mouvements), les salaires (on parle + 10%), services publics (combien?)
des services (9000 f. tous de suite, permis complémentaires à charge de payer). (post. anarcho-syndicalisme)

Non pas plate-forme électorale, mais questions concrètes pour l'action.

Condition pour revenir : agir pour les travailleurs la liberté d'action syndicale.

2) le 7 nov. élections - voter communisme.
Pg - nous avons comme parti un programme + général, mais ce sont les points essentiels bataille pour après les élections.
Si on veut que ces idées aient plus audience il faut que ceux qui en ont les partent les + conséquents
aient un succès suffisant.

3) La seule manière de voter pour une perspective de rassemblement. Le PdB n'aura pas la majorité et
ne sera pas pour la majorité. A quoi nous la destituer de fait d'un ras. pop. par le PdB?
A quoi servir de voter socialiste. Pour que le gauche socialiste se réveille et sorte de son marécage il
faut voter communiste.

4 octobre 1971

Au Camarade Charles DUBOIS
rue des Sports 66
7500 TOURNAI

Mon cher Charles,

J'ai bien reçu ta lettre au sujet du projet de constitution de la liste électorale élaboré par le Comité Fédéral de Tournai.

Ce n'est pas à moi que tu dois rappeler tes mérites et nombreux services rendus à la cause du Parti; je les connais très bien.

Je ne puis croire que le Comité Fédéral les ait perdu de vue et encore moins qu'il ait voulu t'écarter de nos listes.

Peut-être la précipitation dans laquelle nous devons travailler explique-t-elle l'oubli de règles de camaraderie qu'il faut respecter même si la question de certains départs peut se poser.

De toute manière, j'attire l'attention du Comité Fédéral sur la question que tu poses.

Avec mes amitiés,

Marc DRUMAUX.

PERSMEDEDELING.

Het Vlaams Bureau van de Kommunistische Partij van België heeft kennis genomen van de haar toegewezen zendtijd en de deelname aan elektorale uitzendingen voor radio en T.V.

Het Vlaams Bureau is van oordeel dat aan alle politieke partijen dezelfde mogelijkheden zouden moeten geboden worden om hun programma bekend te maken aan de kiezers. De arbitraire verdeling van de zendtijd door de beheerraad van de B.R.T. maakt dit onmogelijk.

De beslissing dat een woordvoerder van de Kommunistische Partij slechts mag deelnemen aan één van de reeks wekelijks voorziene paneelgesprekken, in tegenstelling met alle andere partijen, beschouwt het eveneens als een diskriminatie t.o.v. de Kommunistische Partij.

Brussel, 7 oktober 1971

Het Vlaams Bureau van de
Kommunistische Partij van België

PARTI COMMUNISTE DE BELGIQUE

Avenue de Stalingrad, 29
1000 BRUXELLES

Bruxelles, le 4 octobre 1971

AUX MEMBRES DU BUREAU POLITIQUE

Chers Camarades,

Le Bureau politique se réunira le
VENDREDI 8 OCTOBRE 1971 A 10 HEURES

=====

A l'ordre du jour :

=====

- élaboration plate-forme électorale.

Fraternellement,

M. DRUMAUX

A. DE CONINCK.

Procès-verbal Bureau politique 8/10/71

Présents : Blume, Coussement, Debrouwere, De Coninck, Drumaux, Dussart, Glineur, Renard, Turf, Van Geyt.

Excusés : Leviaux, Van den Branden

- Plate-forme électorale

Après la mise au point de certains amendements, le projet présenté par J. Blume est adopté.

- Listes de candidats

- Thudinie : la fédération ayant rejeté la décision du C.C. de présenter Couteau comme 1er suppléant dans cet arrondissement, l'aviser de ce que le B.P. n'approuve pas son attitude.
- Charleroi : Par souci d'efficacité, le B.P. demande à ses membres qui iront à la conférence de cadres de ce soir d'examiner s'il n'y a pas une solution meilleure que celle adoptée jusqu'à présent (notamment mettre Labaere 1er Sénat).

- Relations internationales

- Bilatérale avec le P.C.U.S. : reportée en raison des élections, elle est fixée du 5 au 12 janvier 1972. (Debrouwere demandera accord PCUS).
- Conférence à Moscou sur les phénomènes trotskystes : du 16 au 18 novembre : A. De Coninck.
- Conférence sur l'action de la Jeunesse (Moscou) : début 1972 : U. Coussement.
- Communiqué belgo-roumain : accord pour parution dans la presse.
- Prochain C.C. : 27 - 28 novembre.

=====

PARTI COMMUNISTE DE BELGIQUE
Avenue de Stalingrad, 29
1000 BRUXELLES

Bruxelles, le 11.10.1971

A tous les membres du
Bureau Politique.

IMPORTANT ET URGENT

Chers camarades,

Des retouches ayant été apportées au texte de la plateforme électorale ce lundi-matin, tu es prié de considérer comme nul et non avenu le texte ronéotypé vendredidernier

Ci-joint le texte définitif.

Fraternellement,

Jean BLUME

KOMMUNISTISCHE PARTIJ VAN BELGIE
Stalingradlaan 29, 1000 BRUSSEL.

Brussel, 11.10.1971.

Aan alle leden van het
Politiek Bureau

BELANGRIJK EN DRINGEND.

Waarde kameraden,

Gezien er vanmorgen (maandag) wijzigingen werden aangebracht aan het kiesplatform, verzoeken wij U de tekst die vrijdag gestencild werd, als van nul en generlei waarde te beschouwen.

Hierbij de definitieve tekst.

Kameraadschappelijk

Jean BLUME

ALLEZ - vous continuer à voter pour des gens qui vous trompent ??

DES PREUVES EN VOICI

Les élections auront lieu le 7 novembre 1971.

Pour les partis traditionnels, une campagne électorale cela signifie - mentir - promettre - et oublier ces promesses les élections une fois passées.

Les preuves ne manquent pas.

C'est ainsi qu'en 1968, à l'occasion des élections législatives, le P.S.C. et le P.S.B. avaient tous deux promis d'augmenter les pensions de 25 %, de les porter à un minimum de 75.000 Fr., c'est-à-dire à 75 % du salaire du manoeuvre de l'Etat.

Aujourd'hui la valeur de ces 75.000 Fr. est montée à 90.000 Fr. et de nouveau le P.S.B. et le P.S.C. avancent la promesse de porter la pension minimum à 90.000 Fr..

Mais au cours de la législature, ces deux partis qui détenaient le pouvoir, se sont opposés à l'application de leurs promesses.

Il en fut ainsi également à propos des maladies professionnelles, des indépendants, des handicapés, des victimes des fermetures, des rentes et des veuves de guerre.

Voici des précisions qui vous prouveront que vous perdez votre voix en votant P.S.C. ou P.S.B. ou P.L.P., car les représentants de ces partis votent contre la réalisation des promesses qu'ils vous font en période électorale.

ANNALES PARLEMENTAIRES DES 4 ET 5 JUIN 1969

X Vote sur l'amendement déposé par le député communiste G. Glineur, et rédigé comme suit :

"sont majorées (les pensions) de 12,5 % pour la période du 1er janvier 1969 au 31 décembre 1969 et de 25 % à partir du 1er janvier 1970.

"A partir du 1er janvier 1970 les pensions de retraite et de survie sont fixées respectivement à 75 % et à 60 % de la rémunération moyenne des cinq dernières ou des dix meilleures années pour une carrière complète et proportionnellement pour une carrière partielle selon les modalités à fixer par le Roi."

Le vote nominatif sur cet amendement a été le suivant :

171 membres y prennent part

154 répondent non

16 répondent oui

1 s'abstient.

En conséquence la Chambre n'adopte pas cet amendement.

Les députés qui ont répondu non sont cités ci-dessous :

MM. Anciaux, Babylon, Baeskens, Baudson, Belmans, Bertrand (Alfred), Bijnens, Blanckaert, Bode, Boel, Boey, Boeykens, Borsu, Brouhon, Califice, Callebert, Cantillon, Castsl, Chabert, Charpentier, Christiaenssens, Ciselet, Claes (Albert), Claes (Willy), Claeys, Close, Colla, Collard, Cools (André), Cools (Jozef), Coppieters, Cornet (Clothaire), Coucke, Coulonvaux, Mme Craeybeckx-Orij, MM. Danschutter, Decommer, De Facq, De Groote, De Grijse, De Keersmaeker, Demets, De Mey, Denis, De Paepe, Dequae, Mme De Riemaecker-Legot, MM. Deruelles (Henri), De Saeger, De Seranno, Detiège, Mlle Devos (Godelieve), MM. Devos (Robert), De Winter, Dewulf, D'haeseleer, Duerinck, Eneman, Fayat,

Féris, Gelders, Geldolf, Gendebien, Gheysen, Goeman (Emiel), Goemans (Hector), Mme Groesser-Schroyens, MM. Grootjans, Harmegnies, Henckens, Herbage, Hicguet, Holvoet, Hubaux, Hulet, Humblot, Hurez, Jeunehomme, Juste, Kelchtermans, Lacroix, Mme Lahaye-Duclos, MM. Lamers, Larock, Lauwereins, Leys, Lindemans, Lootens, Mme Mabilille-Leblanc, MM. Magnée, Major, Mangelschots, Mathys, Mattheysens, Meyers, Michel, Mottard, Nazé, Niemegeers, Nijffels, Olaerts, Olivier, Parisis, Pede, Peeters, Pêtre, Picron, Posson, Radoux, Raskin, Remacle, Sainte, Saint-Remy, Schiltz, Sels, Simonet, Snoy et d'Oppuers, Sprockeeels, Suykerbuyk, Swaelen, Tanghe, Tibbaut, Urbain, Van Cauteren, Van Daele, Vandamme, Vanden Boeynants, Vandenhove, Van der Elst, Van Dessel, Van Elslande, Van Eynde, Van Herreweghe, Van Hoorick, Van Leemputten, Van Lidth de Jeude, Van Mechelen, Van Offelen, Van Raemdonck, Van Rompaey, Vansteenkiste, Van Winghe, Verduyn, Verhenne, Mme Verlact-Gevaert, MM. Vernimmen, Verroken, Vranckx, Wannyn, Wigny, Wijnen, Willems, Wouters et Van Acker.

PENSIONS DES INDEPENDANTS

ANNALES PARLEMENTAIRES DES 25 ET 26 FEVRIER 1969

Les députés communistes proposent la suppression de l'enquête sur les ressources.

ONT VOTE CONTRE :

MM. Anciaux, Anseele, Babylon, Baeskens, Bary, Baudson, Belmans, Bertrand (Alfred), Bijmens, Blanckaert, Boel, Boey, Boeykens, Borsu, Brouhon, Califice, Callebert, Cantillon, Castel, Chabert, Christiaenssens, Ciselet, Claes (Willy), Claeys, Close, Colla, Cools (André), Cools (Jozef), Mme Copée-Gerbinet, MM. Coppieters, Corbeau, Cornet (Clothaire), Coucke, Coulonvaux, Mme Craeybeckx-Orij, MM. Cudell, d'Alcantara, Danschutter, De Clercq, Decommer, De Facq, Defraigne, De Groote, De Grijse, De Keersmaeker, Delforge, Demets, De Mey, Denis, De Paepe, Dequae, Mme De Riemacker-Legot, MM. Deruelles, De Saeger, De Seranno, De Vlies, Mlle Devos (Godelieve), MM. Devos (Robert), De Weert, De Winter, Dewulf, D'haeseleer, Duerinck, Eneman, Féris, Gheysen, Goeman (Emiel), Goemans (Hector), Mme Groesser-Schroyens, MM. Gustin, Harmegnies, Harmel, Herbage, Hicguet, Holvoet, Hulet, Hurez, Juste, Kelchtermans, Lacroix, Mme Lahaye-Duclos, MM. Larock, Leburton, Lefèbvre (René), Lefèvre (Théo), Leys, Lindemans, Lootens, Mme Mabilille-Leblanc, MM. Major, Mathys, Mattheysens, Meyers, Michel, Mundeleer, Namèche, Nazé, Niemegeers, Nothomb, Nyffels, Olaerts, Otte, Persoons, Picron, Piron, Posson, Poswick, Raskin, Remacle, Rolin Jaquemyns, Saint-Remy, Schiltz, Sels, Snoy d'Oppuers, Sprockeeels, Suykerbuyk, Tanghe, Terwagne, Tibbaut, Urbain, Van Cauteren, Van Daele, Vandamme, Vandenhove, Van Dessel, Van Elslande, Van Eynde, Van Herreweghe, Van Hoorick, Van Leemputten, Van Lent, Van Lidth de Jeude, Van Mechelen, Van Raemdonck, Van Rompaey, Vansteenkiste, Van Winghe, Verduyn, Verhenne, Mme Verlact-Gevaert, MM. Vernimmen, Verroken, Vranckx, Wannyn, Wigny, Wijnen, Willems, Wouters, et Van Acker.

MALADIES PROFESSIONNELLES

ANNALES PARLEMENTAIRES DES 28 NOVEMBRE ET 4 DECEMBRE 1968

Amendement visant à assurer à toutes les veuves de mineurs décédés de la maladie professionnelle le droit à la réparation (art. 34).

ONT VOTE CONTRE :

MM. anseele, Baeskens, Baudson, Bijmens, Blanckaert, Bode, Boeykens, Brouhon, Califice, Callebert, Castel, Chabert, Charpentier, Claes (Willy), Claeys, Close, Mme Copée-Gerbinet, M. Coucke, Mme Craeybeckx-Orij, MM. Cudell, d'Alcantara, Danschutter, De Groote, De Gryse, De Keersmaeker, Demets, De Mey, De Paepe, De Pelsmaeker, Dequae, Mme De Riemacker-Legot, M. Deruelles, Mlle Devos (Godelieve), MM. Devos (Robert), Dewulf, Duerinck, Eneman, Fayat, Féris, Gelders, Geldolf, Gheysen, Goeman (Emiel), Harmegnies, Harmel, Hicguet, Hurez, Juste, Kelchtermans, Lacroix, Lamers, Larock, Lauwereins, Lefèvre (Théo), Lindemans, Major, Mangelschots, Mathys, Meyers, Michel, Mottard,

Snoy et d'Oppuers,, Suykerbuyk, Swaelen, Tanghe, Terwagne, Tibbaut, Tindemans, Urbain, Van Daele, Van Dessel, Van Elslande, Van Eynde, Van Lent, Van Mechelen, Van Rompae, Verhenne, Mme Verlackt-Gevaert, MM. Verroken, Vranckx, Wijnen, Willems, Wirix et Van Acker.

INDEMNITES D'ATTENTE AUX TRAVAILLEURS VICTIMES DE CERTAINES FERMETURES

ANNALES PARLEMENTAIRES DU 11 JUILLET 1968

Le député communiste Couteau propose de porter le montant de l'indemnité d'attente à 75 % du salaire perdu et ce jusqu'au reclassement des travailleurs.

ONT VOTE CONTRE :

Demets d'Azem
MM. Anciaux, Anseele, Babylon, Baeskens, Baudson, Belmans, Bertrand (Alfred), Bijmens, Blanckaert, Bode, Boel, Boey, Boeykens, Borsu, Bossicart, Brouhon, Califice, Callebert, Cantillon, Castel, Chabert, Charpentier, Christiaenssens, Ciselet, Claes (Willy), Claeys, Close, Collard, Cools (André), Cools (Jozef), Coppieters, Corbeau, Cornet d'Elzies, Coucke, Coulonvaux, Mme Craeybeckx-Orij, MM. Cudell, d'Alcantara, Danschutter, Decommer, De Croo, De Facq, Defraigne, De Groote, De Gryse, De Keersmaeker, De Keuleneer, Delforge, De Mey, De Paepe, De Pelsmaeker, Mme De Riemaeker-Legot, MM. Deruelles, De Saeger, De Seranno, Detiège, De Vlies, Mlle Devos (Godelieve), MM. Devos (Robert), De Weert, De Winter, Dewulf, Duerinck, Eneman, Fayat, Férir, Gelders, Geldolf, Gendebien, Gheysen, Gillet, Goeman (Emiel), Goemans (Hector), Mme Groesser-Schroyens, MM. Gustin, Henckens, Herbage, Hicguet, Humblet, Holvoet, Hurez, Jeunehomme, Juste, Kelchtermans, Lacroix, Lamers, Larock, Lauwerens, Lefebvre (René), Lerouge, Leys, Lindemans, Lootens, Magnée, Major, Mangelschots, Mathys, Mattheyssens, Merlot, Meyers, Michel, Mottard, Namèche, Nazé, Niemegeers, Nothomb, Nyffels, Olaerts, Olivier, Otte, Pede, Peeters, Persoons, Pêtre, Philippart, Picron, Piron, Posson, Poswick, Radoux, Remacle, Sainte, Saint-Remy, Schiltz, Sels, Snoy et d'Oppuers, Suykerbuyk, Swaelen, Tanghe, Terwagne, Tibbaut, Tindemans, Urbain, Van Cauteren, Van Daele, Vandamme, Vandenhove, Van der Elst, Van Dessel, Van Eynde, Van Herreweghe, Van Hoorick, Van Leemputten, Van Lent, Van Lidth de Jeude, Van Mechelen, Van Rompae, Vansteenkiste, Van Winghe, Verduyn, Verhenne, Mme Verlackt-Gevaert, MM. Verroken, Vranckx, Wigny, Wijnen, Willems, Wouters et Van Acker.

ALLOCATIONS AUX HANDICAPES

ANNALES PARLEMENTAIRES DU 25 JUIN 1969

Le 25 juin 1969, la Chambre avait à se prononcer sur le projet de loi étendant le droit à des allocations spéciales aux handicapés de 25 ans et plus, à condition d'être reconnu invalide à 100 %. Mais le montant de cette allocation n'était pas d'un montant identique à celle allouée aux estropiés mutilés, mais limité à un montant de base de 18.000 Fr. au lieu de 45.645 Fr.

Le député communiste G. Glineur déposa un amendement portant l'allocation de base à 45.645 Fr. au lieu des 18.000 Fr. proposés.

Nous citons ci-dessous le nom des députés qui ont voté contre cet amendement :

MM. Anciaux, Anseele, Babylon, Baeskens, Baudson, Blanckaert, Bode, Boel, Boeykens, Brouhon, Callebert, Castel, Chabert, Charpentier, Claes (Willy), Claeys, Close, Cools (André), Cools (Jozef), Coppieters, Coucke, Mme Craeybeckx-Orij, MM. D'Alcantara, Danschutter, Decommer, De Facq, De Groote, De Gryse, De Keersmaeker, De Keuleneir, Demets, De Mey, Denis, De Paepe, Dequae, Mme De Riemaeker-Legot, MM. Deruelles (Henri), De Saeger, De Seranno, Detiège, De Vlies, Mlle Devos (Godelieve), MM. Devos (Robert), Dewulf, Duerinck, Eneman, Férir, Gelders, Geldolf, Gheysen, Goeman (Emiel), Goemans (Hector), Mme Groesser-Schroyens, MM. Harmegnies, Henckens, Hicguet, Hurez, Juste, Kelchtermans, Lacroix,

Larock, Louwens, Lindemans, Lootens, Mangelschots, Mathys, Mattheyssens, Meyers, Mottard, Namèche, Nazé, Nyffels, Otte, Parisis, Peeters, Pêtre, Posson, Raskin, Remacle, Sainte, Saint-Remy, Schyns, Sels, Suykerbuyk, Swaelen, Tanghe, Terwagne, Tibbaut, Tindemans, Van Daele, Vandamme, Van Herreweghe, Vandenhove, Van der Elst, Van Dessel, Van Elslande, Van Eynde, Van Hoorick, Van Leemputten, Van Lent, Van Mechelen, Van Raemdonck, Van Rompaey, Van Steenkiste, Van Winghe, Verduyn, Verhenne, Mme. Verlackt-Gevaert, MM. Vernimmen, Verroken, Vranckx, Wannyn, Wigny, Wijnen, Willems, Wouters et Van Acker.

PROJET DE LOI INSTITUANT UN REVENU GARANTI

ANNALES PARLEMENTAIRES DES 25 ET 26 FEVRIER 1969

Les députés communistes proposent :
de porter le revenu garanti
à 75.000 Fr. par ménage
à 60.000 Fr. pour les personnes seules.

ONT VOTE CONTRE :

MM. Anciaux, Anseele, Babylon, Baeskens, Bary, Baudson, Belmans, Bertrand (Alfred), Bijmens, Blanckaert, Boel, Boey, Boeykens, Borsu, Brouhon, Califice, Callebert, Cantillon, Castel, Chabert, Christiaenssens, Ciselet, Claes (Willy), Claes, Close, Colla, Cools (André), Cools (Jozef), Mme. Copée-Gerbinet, MM. Coppieters, Corbeau, Cornet (Clothaire), Coucke, Coulonvaux, Mme. Craeybeckx-Orij, MM. Cudell, D'Alcantara, Danschutter, De Clercq, Decommer, De Facq, Defraigne, De Groot, De Gryse, De Keersmaecker, Delforge, Demets, De Mey, Denis, De Paepe, Dequae, Mme. De Rimaecker-Legot, MM. Deruelles, De Saeger, De Seranno, De Vlies, Mlle. Devos (Godelieve), MM. Devos (Robert), De Weert, De Winter, Dewulf, D'haeseleer, Duerinck, Eneman, Féris, Gheysen, Goeman (Emiel), Goemans (Hector), Mme. Groesser-Schroyens, MM. Gustin, Harmegnies, Harmel, Herbage, Hicguet, Holvoet, Hulet, Hurez, Juste, Kelchtermans, Lacroix, Mme. Lahaye-Duclos, MM. Larock, Leburton, Lefèbre (René), Lefèvre (Théo), Leys, Lindemans, Lootens, Mme. Mabillo-Leblanc, MM. Major, Mathys, Mattheyssens, Meyers, Michel, Mundeleer, Namèche, Nazé, Niemegeers, Nothomb, Nyffels, Olaerts, Otte, Persoons, Picron, Piron, Posson, Poswick, Raskin, Remacle, Rolin, Jacquemyns, Saint-Remy, Schiltz, Sels, Snoy et d'Oppuers, Sprockeels, Suykerbuyk, Tanghe, Terwagne, Tibbaut, Urbain, Van Cauteren, Van Daele, Vandamme, Vandenhove, Van Dessel, Van Elslande, Van Eynde, Van Herreweghe, Van Hoorick, Van Leemputten, Van Lent, Van Lidth de Jeude, Van Mechelen, Van Raemdonck, Van Rompaey, Vansteenkiste, Van Winghe, Verduyn, Verhenne, Mme. Verlackt-Gevaert, MM. Vernimmen, Verroken, Vranckx, Wannyn, Wigny, Wijnen, Willems, Wouters et Van Acker.

VICTIMES DU DEVOIR PATRIOTIQUE

ANNALES PARLEMENTAIRES DES 3 ET 4 JUIN 1970

Amendement communiste visant à assurer la réversibilité intégrale de la rente de combattant - de prisonnier politique, de prisonnier de guerre, de déporté et de réfractaire à la veuve.

ONT VOTE CONTRE :

MM. Anciaux, Anseele, Babylon, Baeskens, Bary, Baudson, Belmans, Blanckaert, Bode, Boel, Boey, Boeykens, Brouhon, Califice, Callebert, Cantillon, Castel, Chabert, Charpentier, Claes (Albert), Claes (Willy), Claes, Close, Colla, Cools (André), Cools (Jozef), Coppieters, Corbeau, Coucke, Coulonvaux, Mme. Craeybeckx-Orij, MM. Cudell, d'Alcantara, Danschutter, Decommer, De Croo, De Groot, De Gryse, De Keersmaecker, De Keuleneir, Demets, De Mey, Denis, De Paepe, Dequae, Mme. De Rimaecker-Legot, MM. Deruelles (Henri), De Saeger, De Seranno, Detière, De Vlies, Mlle. Devos (Godelieve), MM. Devos (Albert), Dewulf, Dhoore, Duerinck, Eneman, Féris, Gelders, Geldolf, Gendebien, Goeman (Emiel), Goemans (Hector), Mme. Groesser-Schroyens, MM. Harmegnies, Harmel, Hicguet, Holvoet, Humblet, Hurez, Juste, Kelchtermans, Lacroix, Mme. Lahaye-Duclos,

MM. Lamers, Lauwereins, Leburton, Lefèvre (Théo), Leys, Lindemans, Lootens, Magnée, Major, Mangelschots, Mathys, Mattheyssens, Meyers, Michel, Mottard, Namèche, Nothomb, Nyffels, Olaerts, Olivier, Otte, Parisi, Peeters, Pêtre, Philippart, Posson, Poswick, Radoux, Raskin, Remacle, Sainte, Saint-Remy, Scheyven, Schiltz, Schyns, Sels, Snoy et d'Oppuers, Suykerbuyk, Swaelen, Tanghe, Terwagne, Tibbaut, Tindemans, Urbain, Van Cauteren, Van Daele, Vandamme, Vanden Boeynants, Vandenhove, Van der Elst, Van Dessel, Van Elslande, Van Eynde, Van Herreweghe, Van Hoorick, Van Leemputten, Van Lint, Van Mechelen, Van Raemdonck, Van Rompaey, Van Steenkiste, Van Winghe, Verduyn, Verhonne, Mme. Verlact-Gevaert, MM. Vernimmen, Vranckx, Vreven, Wannyn, Wigny, Wijnen, Willems, Wouters et Van Acker.

LES COMMUNES ET LA T.V.A.

ANNALES PARLEMENTAIRES DES 27 ET 28 JANVIER 1971

Les communistes ont déposé un amendement visant à accorder un crédit spécial au profit des provinces et des communes de l'ordre de 490.000.000 Fr. en compensation de l'application de la T.V.A.

ONT VOTE CONTRE :

MM. Adriaenssens, Baeskens, Bary, Baudson, Bertrand (Alfred), Blanckaert, Boel, Boey, Boeykens, Brouhon, Califice, Callebert, Castel, Chabert, Charpentier, Christiaenssens, Claes (Albert), Claes (Willy), Claeys, Close, Colla, Cools (André), Corbeau, Cornet (Clothaire), Cornet d'Elzies, Coucke, Coulonvaux, Cudell, d'Alcantara, Danschutter, De Clercq, De Croo, Defraigne, De Groote, De Gryse, De Keersmaecker, Delforge, Delruelle (Gérard), Demets, De Mey, Denis, Dequae, Mme. De Riemaeker-Légot, MM. Deruelles (Henri), De Saeger, De Seranno, Detiège, Mlle Devos (Godelieve), MM. Devos (Robert), Dewulf, D'haeseleer, Dhoore, Duerinck, Eneman, Fayat, Féris, Gelders, Geldolf, Gheysen, Goeman (Emiel), Grootjans, Gustin, Harmegnies, Henckens, Herbage, Hicguet, Holvoet, Hulet, Hurez, Jeunehomme, Juste, Kelchtermans, Lacroix, Mme. Lahaye-Duclos, MM. Lamers, Leburton, Lefèvre (René), Lerouge, Lindemans, Magnée, Major, Mangelschots, Mathys, Meyers, Michel, Mottard, Namèche, Nazé, Niemegeers, Nothomb, Nyffels, Olivier, Otte, Parisi, Pede, Peeters, Pêtre, Picron, Piron, Poswick, Remacle, Rolin Jaquemyns, Sainte, Saint-Remy, Scheyven, Schyns, Simonet, Snoy et d'Oppuers, Suykerbuyk, Swaelen, Tanghe, Tibbaut, Tindemans, Van Cauteren, Van Daele, Vandamme (Fernand), Vanden Boeynants, Vandenhove, Van Dessel, Van Herreweghe, Van Hoorick, Van Lidth de Jeude, Van Offelen, Van Raemdonck, Van Rompaey, Mme. Verlact-Gevaert, MM. Vernimmen, Vreven, Wijnen, Willems et Van Acker.

N.B. - Les noms des parlementaires des partis qui se sont opposés à nos amendements et qui n'ont pas pris part au vote étaient absents à la séance mentionnée.

PARTI COMMUNISTE DE BELGIQUE

Avenue de Stalingrad, 29
1000 BRUXELLES

Bruxelles, le 11 octobre 1971

AUX MEMBRES DU BUREAU POLITIQUE

Chers camarades,

Le Bureau politique se réunira le
VENDREDI 15 OCTOBRE 1972 A 10 HEURES.
=====

A l'ordre du jour :

- Campagne électorale.

Fraternellement,

M. DRUMAUX
A. DE CONINCK.

Procès-verbal Bureau politique du 15.10.1971

Présents : Blume, Coussement, Debrouwere, De Coninck, Drumaux, Dussart, Glineur, Levaux, Turf, Van Geyt.

Excusés : Renard, Van den Branden.

- Fonds électoral : faire un appel pour un plus grand effort.

- Contrôle des opérations électorales : à suivre de très près par l'équipe centrale et par les responsables provinciaux;

: organiser pour samedi 16/10 (jour du dépôt des listes une permanence centrale et demander aux fédérations d'informer au sujet du dépôt de leurs listes;

: s'assurer au fur et à mesure de l'exécution par les fédérations, des opérations suivantes (déclarations de rattachement et de groupement).

- Communiqué de presse sur pacte culturel : d'accord sur le fond - Van Geyt en reverra éventuellement la forme avec Renard.

- Luttes sociales en cours

- Enseignement : au cours de la campagne, dénoncer le danger des clauses "carcan " pour une durée de 2 ans et les sacrifices imposés aux instituteurs des grandes villes;

: souligner, en matière de rénovation de l'enseignement primaire et secondaire, la différence entre les principes et les faits lorsque les moyens financiers font défaut.

- Electrogaz : attirer l'attention des fédérations sur la prise de position Electrogaz en faveur d'une prime spéciale compensatoire à la non indexation des barèmes fiscaux.

- Propagande pendant la campagne électorale : tenter de développer les contacts humains (par meetings, conférences, débats, discussions individuelles).

- Fête du Drapeau Rouge 1972

Les salles n'étant pas disponibles à la date proposée le 16/9, accepter le 9/9 même si cette date coïncide avec la fête de l'Humanité.

- Manifestation des Jeunes (Anvers 30/10)

Essayer d'obtenir des régions la meilleure participation possible pour tenter d'arriver à une manifestation de 2.000.

=====

PROJET DE COMMUNIQUE

Le Bureau Politique du Parti Communiste de Belgique a entendu une information de ses représentants à la Conférence pour l'élaboration d'un Pacte culturel garantissant effectivement le droit à la libre expression de toutes les tendances représentatives de l'opinion.

Au moment où les négociateurs s'apprêtent à aborder les problèmes de la mise en application concrète des principes consignés dans le préaccord de juillet par les représentants des deux partis gouvernementaux et ceux du P.L.P., le Bureau Politique tient à préciser les points suivants, qui doivent être éclaircis pour que la discussion conserve un sens :

1) toute tendance représentée dans un Conseil culturel ou dans un Conseil provincial - comme tout groupement représentatif indépendant - doit avoir accès, sans discrimination, aux infrastructures et aux moyens d'expression culturels ressortissant des pouvoirs publics dans l'ensemble du pays (depuis la R.T.B. et la B.R.T. jusqu'aux Maisons communales de la Culture et de la Jeunesse), et doit pouvoir disposer d'un représentant au moins dans les organes de concertation créés auprès des institutions correspondantes;

2) aucune tendance ne doit disposer, sous prétexte d'une application stricte de la proportionnalité aux niveaux communautaires, provincial, communal, ou d'agglomération, d'un monopole de fait dans la gestion et l'utilisation des dits moyens d'expression et infrastructures.

Le Bureau Politique croit particulièrement nécessaire d'attirer l'attention de l'opinion sur ces points, eu égard notamment aux conditions peu satisfaisantes - et en fait incompatibles avec les principes de non-discrimination contenus dans le préaccord de juillet - dans lesquelles ont été réparties jusqu'à présent, les émissions radio et TV attribuées aux partis ou organisées avec leur participation dans le cadre de la campagne électorale elle-même.

Ainsi, à la R.T.B., .

A la B.R.T. d'autre part, chaque parti s'est vu impartir un nombre d'émissions radio et TV différent, le PCB n'en obtenant chaque fois qu'une seule; de plus, sur (cinq) tables rondes télévisées prévues d'ici le 7 novembre, une seule verra sa participation à côté de celle des quatre autres partis actifs dans la partie néerlandophone du pays.

Il est évident que si les partis gouvernementaux devaient s'en tenir à de telles conceptions, la preuve serait bientôt faite que la volonté affirmée de garantir la libre expression et d'abolir les discriminations ne constitue, dans leur chef, qu'un simple bluff de propagande.

Bruxelles, le 16 octobre 1971

PRE-ACCORD CULTUREL

Les partis soussignés,

Après avoir pris acte de l'intervention du Premier Ministre lors de la discussion au Sénat du projet de loi organisant l'autonomie culturelle le 7 juillet 1971, confirmant notamment :

d'une part qu'en vertu de l'article 4 de la loi du 3 juillet 1971, une motion motivée, signée par le quart au moins des membres d'un conseil culturel et introduite après le dépôt du rapport et avant le vote final en séance publique, peut déclarer que les dispositions d'un projet ou d'une proposition de décret qu'elle désigne et dont ce conseil culturel se trouve saisi, contiennent une discrimination pour des raisons idéologiques et philosophiques;

d'autre part que pour chacune des matières culturelles énumérées à l'article 2 du projet, la compétence des conseils culturels doit être comprise et interprétée à la lumière des précisions qui figurent dans l'exposé des motifs ainsi que dans les rapports très circonstanciés de Monsieur VAN BOGAERT.

Soucieux de permettre à tous les courants d'opinion de notre société de contribuer au développement de la culture dans un régime démocratique;

S'engagent à mettre en application les principes suivants :

1. La politique culturelle doit notamment favoriser, par tous les moyens adéquats, la compréhension et la coopération, dans le respect mutuel, entre les personnes, les groupes, les organisations et les institutions de différentes tendances idéologiques et philosophiques.
2. Les conseils culturels, les conseils provinciaux et communaux et toutes autres autorités investies d'un pouvoir normatif ou réglementaire doivent veiller à faire participer toutes les tendances idéologiques et philosophiques représentatives à l'élaboration de leur politique culturelle.
3. Aucune loi, aucun décret, aucun arrêté, aucun règlement ne sera pris qui contienne une discrimination pour des raisons idéologiques et philosophiques.

Les partis soussignés estiment dès lors que la loi prévue à l'article 59bis, par. 7, de la Constitution doit être votée au plus tôt, et s'engagent à cet effet :

.../..

1. A définir dans un accord les directives pratiques qui vaudront pour tout la pays et que toutes les institutions chargées de mener une politique culturelle devront respecter.

Ces directives auront pour but d'éviter que des personnes, groupes, organisations ou institutions :

- a) en raison de leurs conceptions idéologiques et philosophiques ne soient traités de manière privilégiée ou discriminatoire, compte tenu des exigences légitimes de la sécurité nationale et de l'ordre public;
- b) en raison de leur nombre ou de leur influence ne puissent commettre un abus de pouvoir.

2. A préciser selon quelles modalités ces directives pratiques pourront se rapporter aux moyens les plus importants dont doit disposer une politique culturelle autonome.

Ils pensent plus spécialement aux moyens suivants :

- a) les subsides;
 - b) les avantages sous d'autres formes;
 - c) l'utilisation des infrastructures et services publics culturels;
 - d) la composition des conseils et commissions consultatives;
 - e) la composition des organes de gestion et d'administration;
 - f) le statut des membres du personnel exerçant des fonctions culturelles.
3. A prévoir des moyens qui garantissent la réalisation des objectifs poursuivis.
 4. A procéder immédiatement à la désignation de leurs délégués.
 5. A faire diligence pour conclure un accord dans le délai le plus bref et au plus tard le 30 novembre 1971.

Bruxelles, le 15 juillet 1971

Pour le P.S.C.-C.V.P. : R. HOUBEN, Président National
L. SERVAIS, Président du P.S.C.
R. VANDEKERCKHOVE, Président du C.V.P.

Pour le P.S.B.-B.S.P. : E. LEBURTON, Président
J. VAN EYNDE, Président

Pour le P.L.P.-P.V.V. : P. DESCAMPS, Président National
E. JEUNEHOMME, Vice-Président
W. DE CLERCQ, Vice-Président

ADDENDUM AU PRE-ACCORD CULTUREL DU 15 JUILLET 1971

En tout état de cause, au cours de l'année qui suit l'installation des Conseils Culturels, des décrets seront pris pour tous les crédits importants, notamment en ce qui concerne leur volume et leur répartition, crédits relatifs à l'autonomie culturelle (section culturelle). Ces décrets tombent sous l'application de l'article 4 de la loi du 3 juillet 1971.

Bruxelles, le 15 juillet 1971

Pour le P.S.C.- C.V.P. : R. HOUBEN, Président National
L. SERVAIS, Président du P.S.C.
R. VANDEKERCKHOVE, Président du C.V.P.

Pour le P.S.B.-B.S.P. : E. LEBURTON, Président
J. VAN EYNDE, Président

Pour le P.L.P.-P.V.V. : P. DESCAMPS, Président National
E. JEUNEHOMME, Vice-Président
W. DE CLERCQ, Vice-Président

PARTI COMMUNISTE DE BELGIQUE

Avenue de Stalingrad, 29
1000 BRUXELLES

Bruxelles, le 18 octobre 1971

AUX MEMBRES DU BUREAU POLITIQUE

Chers Camarades,

Le Bureau politique se réunira le

VENDREDI 22 OCTOBRE 1971 A 10 HEURES.

A l'ordre du jour :

- Campagne électorale.

Fraternellement,

M. DRUMAUX
A. DE CONINCK.